



Après la visite de Merkel à Washington, Obama refuse d'exclure un armement de Kiev

Par [Patrick Martin](#) et [Barry Grey](#)

Mondialisation.ca, 13 février 2015

WSWS.org

Région : [États-Unis](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Ukraine](#)

Lors d'une conférence de presse conjointe avec la chancelière allemande Angela Merkel à la Maison Blanche, le président Barack Obama a indiqué clairement qu'il envisageait d'autoriser l'envoi d'armes avancées au régime de Kiev, appuyé par les États-Unis et l'OTAN, afin qu'elles soient utilisées contre les forces séparatistes prorusses dans l'est de l'Ukraine.

Obama a indiqué qu'il voulait attendre l'issue des pourparlers du 11 février à Minsk, la capitale de la Biélorussie, entre le président russe Vladimir Poutine, le président ukrainien Petro Porochenko, le président François Hollande et Merkel avant de prendre une décision sur l'envoi d'armes américaines à Kiev. Ces pourparlers visent à négocier un nouvel accord de cessez-le-feu entre les forces du gouvernement ukrainien et les séparatistes prorusses après l'effondrement de l'accord signé en septembre dernier.

Lors de la conférence de presse qui a suivi ses discussions avec Merkel, Obama a dit: « Si la diplomatie échoue, j'ai demandé à mon équipe d'envisager toutes les options. Quels autres moyens pouvons-nous mettre en place pour changer les calculs de M. Poutine ? Et la possibilité d'armes de défense létales est l'une des options examinées. »

Obama a ensuite ajouté, « Je veux souligner qu'une décision n'a pas encore été prise. »

Le président américain a laissé la porte ouverte à l'envoi d'armes comme les missiles antichars et les véhicules blindés au régime de Kiev – qui a du reculer devant les séparatistes ces dernières semaines – malgré les avertissements de hauts responsables et de certains journaux internationaux. Ceux-ci ont averti qu'agir de la sorte pourrait intensifier dramatiquement le conflit et déclencher un conflit militaire entre l'OTAN et la Russie, avec la possibilité d'une troisième guerre mondiale nucléaire.

Merkel et les dirigeants britanniques et français se sont montrés clairement opposés ces derniers jours à la décision américaine d'armer directement Kiev. Ils réclament au lieu de cela des sanctions économiques plus dures et un renforcement de la présence militaire de l'OTAN dans les États baltes et en Europe de l'Est. Leur but est de contraindre Moscou à accepter la transformation de l'Ukraine, ancienne république soviétique, en base pour des opérations des impérialistes américains et européens visant à réduire la Russie à l'état de semi-colonie.

Dans ses remarques, Merkel a indiqué son opposition à l'envoi d'armes américaines en Ukraine en disant : « Je ne vois pas de solution militaire à ce conflit. » Mais elle a souligné

que l'Europe et les Etats-Unis étaient unis sur la question du soutien au régime ukrainien (arrivé au pouvoir il y a un an suite à un coup d'Etat mené par des milices fascistes, appuyées par les Etats-Unis et l'Allemagne) et sur celle d'obliger la Russie à retirer son soutien aux séparatistes prorusses à Donetsk, Lougansk et dans d'autres régions russophones.

« Nous ne sommes peut-être pas toujours d'accord sur certaines questions, » a-t-elle dit, suggérant que l'Allemagne continuerait de soutenir l'offensive des Etats-Unis contre la Russie même si Washington décidait d'armer le gouvernement de Kiev.

Obama, quant à lui, a semblé répéter les paroles de Merkel lorsqu'il a dit « il est possible qu'il y ait des divergences tactiques dans certains domaines » mais que les Etats-Unis et l'Europe restaient unis sur la stratégie de base et sur les objectifs.

Des responsables civils et militaires américains, y compris au sein du gouvernement Obama, insistent pour que la décision soit prise de commencer à envoyer des armes lourdes à Kiev. Samedi dernier, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, le général Philip M. Breedlove, le commandant militaire de l'OTAN, avait dit que l'envoi d'armes pour aider les forces ukrainiennes à écraser les séparatistes ne devait pas être exclu.

Lors d'une audition de confirmation devant le Sénat la semaine dernière, le candidat choisi par Obama comme prochain secrétaire à la Défense, Ashton Carter, avait dit qu'il était prêt à soutenir l'Ukraine avec des armes américaines.

Le président ukrainien Porochenko avait provoqué la toute dernière crise dans l'est de l'Ukraine en ordonnant une offensive des forces ukrainiennes, à laquelle prenait part aussi des bataillons de « volontaires » néofascistes. Il est inconcevable qu'il l'ait fait sans l'approbation de Washington.

Les forces soutenues par la Russie ont mis en déroute les envahisseurs autour de l'aéroport de Donetsk et ont monté une contre-offensive. Ils ont pris le contrôle d'un territoire supplémentaire de 500 kilomètres carrés et menacent la ville de Debaltseve, située sur la route principale entre Lougansk et Donetsk. Un total de 3.000 soldats ukrainiens sont enfermés dans cette ville et pourrait être forcés de se rendre.

Washington, l'OTAN, l'Union européenne et les médias ont dépeint les combats dans l'est de l'Ukraine comme une invasion russe, bien que la vaste majorité des combattants soit issue de la région du Donbass où la plupart des gens sont russophones et le gouvernement de Kiev largement détesté.

Dès le début de sa conférence de presse conjointe avec Merkel, Obama a réitéré l'affirmation d'« agression russe » et dit que « les forces russes continuaient d'opérer » en Ukraine, qu'elles « formaient les séparatistes et aidaient à coordonner leurs attaques. »

La semaine passée, le voyage éclair de Hollande et Merkel à Kiev et Moscou, qui a préparé l'actuel sommet de Minsk, semblait être motivé par l'inquiétude que la décision américaine de fournir pour plusieurs milliards de dollars d'armes à l'Ukraine était imminente et risquait de causer une énorme escalade de la crise. Hollande lui-même avait averti lundi du danger que la crise ukrainienne pouvait déboucher sur une « guerre totale ». Il avait demandé si on ne se trouvait pas déjà très près du point de non retour.

Un haut responsable de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a

dit aux journalistes à la conférence de Munich qu'il craignait que la fourniture d'armes transformerait la crise en un « conflit existentiel pour la Russie contre l'OTAN. »

Des inquiétudes identiques furent exprimées par les médias américains, même si c'est par une petite minorité au sein de l'establishment de la sécurité nationale. Le New York Times a publié lundi un article d'opinion du professeur John Mearsheimer sous le titre « N'armez pas l'Ukraine », qui demandait pour la forme si les Etats-Unis accepteraient que le Canada ou le Mexique adhèrent à une alliance militaire hostile.

Même la publiciste viscéralement antirusse Anne Applebaum, chroniqueuse du Washington Post, a exprimé une certaine inquiétude quant à « une nouvelle guerre mondiale » qui sortirait de la crise ukrainienne, et proposa comme un moindre mal « une nouvelle Guerre froide » dans laquelle l'OTAN « construirait sous la forme d'une zone démilitarisée un Mur de Berlin autour de Donetsk, traitant le reste de l'Ukraine comme l'Allemagne de l'Ouest. »

Patrick Martin et Barry Grey

Article original, [WSWS](#), paru le 10 février 2015

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Patrick Martin](#) et [Barry Grey](#), [wsws.org](#), 2015

Articles Par : [Patrick Martin](#) et
[Barry Grey](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca